



Andreï Jdanov
(1896-1948).

Théoricien soviétique de la guerre froide, Jdanov est responsable de l'idéologie en URSS. Inspirateur du Kominform, il est aussi le promoteur du « réalisme socialiste » dans le domaine de la littérature et de l'art.

Notion-clé

Containment :

Mot anglais qui signifie « endiguement ». Base de la doctrine Truman, le *containment* vise à empêcher toute nouvelle extension de la zone d'influence soviétique au-delà des limites atteintes en 1947. L'aide financière et militaire des États-Unis aux « peuples libres » est destinée à entourer le bloc soviétique d'un « cordon sanitaire ».

A Une méfiance réciproque

● **Les États-Unis et leurs alliés d'Europe occidentale, dénoncent, dès 1946, le « péril rouge ».** Conseiller d'ambassade à Moscou, George Kennan envoie, en février 1946, un « long télégramme » au président Truman pour dénoncer l'expansionnisme soviétique. Quelques jours plus tard, à Fulton, Winston Churchill constate que « de Stettin, dans la Baltique, à Trieste, dans l'Adriatique, un rideau de fer est descendu à travers le continent » (voir doc. 5 p. 75). À la mainmise stalinienne sur l'Europe centrale, s'ajoutent les pressions de Moscou sur la Turquie et l'Iran, le soutien à la guérilla communiste en Grèce et les inquiétudes suscitées par la puissance de l'Armée rouge.

● **Les Soviétiques se méfient des initiatives américaines.** L'arrêt, dès 1945, de l'aide distribuée dans le cadre du prêt-bail, la mauvaise volonté des Occidentaux à appliquer les démontages d'usines allemandes prévus par la conférence de Potsdam, le nouveau mondialisme américain qui conduit les États-Unis à jouer un rôle déterminant dans la création du système monétaire de Bretton Woods et dans l'Organisation des Nations unies nourrissent la méfiance instinctive de Staline. Le maître du Kremlin veut aussi profiter de la victoire pour mettre fin à l'isolement de l'URSS et croit le moment propice à une expansion mondiale du communisme.

B Deux doctrines opposées

● **Le 12 mars 1947, la « doctrine Truman » définit la nouvelle politique américaine : le *containment*, ou « endiguement », du communisme partout dans le monde (doc. 2).** Les États-Unis offrent leur aide financière et militaire « aux peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement, qu'elles soient le fait de minorités armées ou de pressions étrangères ». Après les aides d'urgence à la Grèce, la Turquie et l'Iran, le secrétaire d'État Marshall propose, en juin 1947, une aide de 12 milliards de dollars à l'Europe. Rejeté par l'URSS et ses satellites, qui dénoncent une « manœuvre de l'impérialisme américain » (doc. 5), le plan Marshall bénéficie à

16 pays d'Europe occidentale regroupés, dès 1948, dans l'Organisation européenne de coopération économique (OECE*).

● **Dès septembre 1947, la « doctrine Jdanov » mobilise les forces communistes contre les États-Unis et leurs alliés (doc. 3).** Responsable de l'idéologie en URSS, Jdanov profite de la réunion en Pologne des dirigeants des partis communistes européens pour définir la nouvelle ligne. L'URSS prend la tête du camp des « forces anti-impérialistes et antifascistes ». Un mois plus tard est créé le Kominform. « Bureau d'information des partis communistes », il doit coordonner la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme. En février 1948, des manifestations ouvrières imposent un gouvernement communiste en Tchécoslovaquie. Ce « coup de Prague » renforce la peur à l'Ouest et accélère la coupure de l'Europe en deux blocs antagonistes.

C Deux camps retranchés

● **Pour protéger le « monde libre », les États-Unis multiplient les alliances.** En 1948, la charte de Bogota crée l'OEA, Organisation des États américains chargée de la sécurité du continent tout entier. En avril 1949, l'OTAN*, Organisation du traité de l'Atlantique nord, crée une alliance défensive entre les États-Unis, le Canada et 9 États d'Europe occidentale rejoints en 1952 par la Grèce et la Turquie. En 1951, un traité d'alliance réunit les États-Unis et le Japon. En 1954, l'OTASE*, Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est, réunit sous *leadership* américain la France, le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, les Philippines et la Thaïlande.

● **L'URSS renforce aussi son camp.** Elle intègre, en 1949, les pays d'Europe centrale dans le CAEM*, Conseil d'aide économique mutuelle qui vise à développer les échanges et à rapprocher les économies. En 1950, elle signe avec Pékin un « traité d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle ». En 1955, elle réplique à l'intégration de la RFA dans l'OTAN par le pacte de Varsovie, qui englobe les démocraties populaires dans le système militaire soviétique.

1 La déchirure de l'Europe

1. La rupture de 1947

■ La grande alliance entre les États-Unis et l'URSS, qui a permis la victoire contre l'Allemagne nazie, ne dure pas. **Staline ne respecte pas la Déclaration sur l'Europe libérée inscrite dans les accords de Yalta.** À la fois pour assurer la sécurité de son pays et faire progresser l'idéologie communiste, il refuse pour certains pays des élections libres et commence à les transformer en États satellites de l'URSS : la Roumanie et la Bulgarie dès 1945, la Pologne en janvier 1947.

■ Contre l'expansion soviétique, **Truman décide alors la politique d'endiguement (containment).** Le 12 mars 1947, il propose d'aider les pays qui entendent rester dans le « monde libre ». Le 5 juin, le secrétaire d'État, **Marshall**, propose une **aide généreuse des États-Unis aux Européens** que seuls les pays d'Europe occidentale acceptent (voir chap. 5).

■ L'URSS empêche les pays qu'elle occupe d'accepter le plan Marshall et crée en **septembre 1947 le Kominform**, Bureau d'information communiste, chargé de mettre au pas les partis communistes européens. Un des dignitaires du régime, **Jdanov**, fait comprendre aux communistes de l'Est qu'ils doivent désormais prendre la totalité du pouvoir dans leurs pays respectifs (doc. 1). **La guerre froide commence.**

2. La création des « démocraties populaires »

■ Le « coup de Prague » en février 1948 est la mise en pratique en Tchécoslovaquie de la doctrine Jdanov. Jusqu'alors, les communistes tchèques jouaient le jeu de la démocratie. Grâce à la majorité relative obtenue aux élections libres de 1946, ils détiennent le tiers des ministères et Gottwald dirige le gouvernement. Entre le 17 et le 25 février 1948, ils organisent d'imposantes manifestations à Prague (doc. 4 et 5), et, sous la pression de la rue, Gottwald fait accepter au président de la République, Édouard Benès, un gouvernement composé d'une majorité de ministres communistes. Quelques mois plus tard, après la mort de Benès, le parti communiste assume la totalité du pouvoir.

■ Les autres pays d'Europe de l'Est s'organisent en **démocraties populaires**, en prenant l'URSS comme modèle. **Seule la Yougoslavie** de Tito, communiste depuis 1945, mais jalouse de son indépendance, refuse l'alignement sur Moscou. Ce schisme vaut au parti yougoslave d'être exclu du Kominform en juin 1948.

3. Les deux Allemagne, symbole de la division de l'Europe

■ La première crise de guerre froide éclate à Berlin. Lorsque les trois puissances occidentales décident d'unir leurs zones et de créer un **État ouest-allemand**, Staline réplique par le **blocus de Berlin-Ouest**, en coupant ses communications routières et ferroviaires avec l'Allemagne de l'Ouest. Il espère ainsi asphyxier la ville et la faire tomber, comme un fruit mûr, dans la corbeille de l'Allemagne orientale en voie de communisation. Truman organise un pont aérien (doc. 2 et 3). En onze mois, grâce à 275 000 vols, les Américains livrent les marchandises nécessaires au ravitaillement de la partie occidentale de la ville. Staline, qui avait sous-estimé les capacités techniques de l'aviation de transport, lève le blocus le 12 mai 1949. La première grave crise de l'affrontement Est-Ouest se solde pour lui par un échec.

■ Après l'endiguement économique (plan Marshall), **Truman organise l'endiguement militaire.** Pendant la crise de Berlin, le 4 avril 1949, est signé à Washington le **pacte atlantique** entre douze pays occidentaux. En 1950, est créée l'organisation qui concrétise cette alliance, l'**OTAN** (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord).

■ **Deux États allemands sont créés en 1949.** Les trois zones occidentales forment la **République fédérale d'Allemagne**, dont la Constitution, la loi fondamentale de Bonn, est votée le 8 mai 1949. En octobre, les Soviétiques créent dans leur zone la **République démocratique allemande (RDA)**. Cette division de l'Allemagne achève la coupure de l'Europe en deux.

1 La doctrine Jdanov

«L'aide» américaine entraîne presque automatiquement des modifications de la ligne politique du pays qui reçoit cette «aide» ; viennent au pouvoir des partis et des personnalités qui obéissent aux directives de Washington [...] Apparaissent les deux directions principales de la politique internationale de l'après-guerre, correspondant à la disposition en deux camps des forces politiques sur l'arène mondiale : le camp anti-impérialiste et démocratique, et le camp impérialiste.

Les États-Unis sont la principale force dirigeante du camp impérialiste [...]. Les forces anti-impérialistes et antifascistes forment l'autre camp. L'URSS, et les pays anti-impérialistes, le mouvement ouvrier démocratique et les partis communistes frères en font partie.

A. Jdanov, *Rapport sur la situation internationale à la conférence constitutive du Kominform*, sept. 1947.



2 Les secteurs d'occupation de l'Allemagne et de Berlin.

Démocratie populaire

1

LA FORMATION D'UN MONDE BIPOLAIRE (1945-1962)

A- Deux blocs s'organisent et se font face

1 De l'alliance à la méfiance

La grande alliance s'effrite rapidement après la disparition de l'ennemi commun. Plusieurs conférences interalliées réunissent les vainqueurs pour une paix en accord avec la charte de l'Atlantique. La charte de San Francisco, signée le 26 juin 1945 par cinquante États, crée l'Organisation des Nations unies (ONU), qui doit garantir la paix et la démocratie. Mais cette illusion se dissipe vite du fait de l'antagonisme croissant entre l'URSS et les États-Unis, qui se manifeste à Potsdam en juillet 1945. Les États-Unis se veulent les chefs de file d'un monde pacifié par le modèle universaliste de la démocratie libérale, tandis que l'URSS étend peu à peu sa zone d'influence. Le 5 mars 1946, dans un discours à Fulton (Missouri), W. Churchill dénonce l'existence d'un « rideau de fer » qui partagerait l'Europe en deux camps (doc. 1 p. 68).

Les États-Unis renoncent à l'isolationnisme. Le 12 mars 1947, le président Truman énonce la doctrine du *containment** : les États-Unis prennent la tête du « monde libre » (doc. 2). Relayant les Britanniques en 1947, ils s'engagent en Turquie et en Grèce pour contenir la poussée soviétique. En 1948, le Congrès américain autorise la conclusion d'alliances militaires en temps de paix.

2 L'Europe divisée par la guerre froide

Dès 1947, l'Europe est le théâtre d'une lutte sans conflit armé : la guerre froide. Une confrontation idéologique se développe entre deux systèmes de valeurs irréconciliables. Elle oppose le « monde libre », qui lutte pour la démocratie de marché*, au bloc communiste, attaché à l'idéologie marxiste-léniniste (cf. chapitres 5 et 6). La doctrine Jdanov répond à la doctrine Truman (doc. 3).

Le plan Marshall pousse à l'affirmation des deux blocs. En juin 1947, les États-Unis offrent aux Européens, y compris les Soviétiques, une aide économique, le plan Marshall. Mais ce plan, qualifié d'« impérialiste », est refusé par tous les pays communistes européens, à l'instigation de l'URSS. En 1948, une organisation européenne de coopération économique (OCDE) se charge de répartir les crédits entre 16 pays d'Europe occidentale (doc. 1). Ainsi, l'Europe est désormais coupée en deux. La satellisation de l'Europe de l'Est par Moscou s'accélère et culmine avec le coup de Prague en février 1948.

La question allemande est au cœur de ce déchirement. Berlin, enclave en territoire occupé par l'URSS, cristallise les oppositions, surtout après que les Occidentaux ont fusionné leurs zones. Le 24 juin 1948, les Soviétiques organisent un blocus terrestre de Berlin-Ouest, que les Américains ravitaillent jusqu'en mai 1949 par un pont aérien. Cet échec de Staline accélère la partition de l'Allemagne entre la République fédérale d'Allemagne (RFA, 23 mai), et la République démocratique allemande (RDA, 7 octobre), créée à partir de la zone soviétique.

3 Des dispositifs d'alliances rivaux

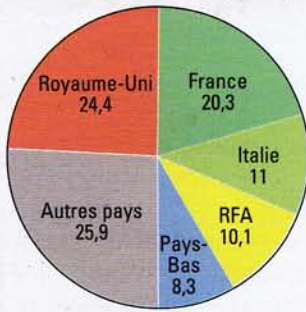
Un camp occidental s'organise autour des États-Unis. Le Pacte atlantique regroupe 12 pays en 1949 ; il donne naissance à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), véritable contrat d'assistance militaire, dirigée contre l'URSS, et place l'Europe occidentale sous le parapluie nucléaire* américain. Des bases militaires américaines sont installées en Europe. La Turquie et la Grèce intègrent l'OTAN en 1952. La RFA la rejoint en 1955. À partir de 1953, les États-Unis tissent dans le reste du monde un réseau d'alliances visant à refouler (*roll back*) l'influence soviétique, d'après la « théorie des dominos »* : c'est la « pactomanie » (carte p. 170).

Le bloc communiste se renforce. Staline signe des accords militaires avec chaque démocratie populaire. En 1955, le pacte de Varsovie, réplique de l'OTAN, rassemble formellement les alliés européens de l'URSS, sauf la Yougoslavie. L'armée soviétique, puis celle du Pacte assurent la rigidité du glacie. La victoire des communistes chinois et la création de la République populaire de Chine, le 1^{er} octobre 1949, consacrent la naissance d'un nouveau géant communiste, également allié à l'URSS.

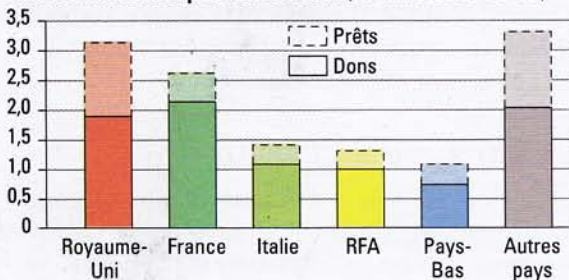
DÉFINITIONS

- **Containment (« endiguement »)** : politique américaine visant à entraver l'expansion du communisme.
- **Démocratie de marché** : principe, dû aux Américains, selon lequel libéralisme économique et liberté politique vont de pair.
- **Parapluie nucléaire** : protection assurée par une puissance nucléaire à ses alliés non nucléarisés.
- **Théorie des dominos** : théorie selon laquelle un pays tombé dans le camp communiste risque d'y entraîner ses voisins, par contagion.

Répartition de l'aide américaine entre les principaux pays européens (en %)



Part des dons et des prêts dans le total (en milliards de dollars)



Source : L'Histoire, n° 151, janvier 1992.

2 LA DOCTRINE TRUMAN

« Je crois, dis-je le 11 mars 1947 au Congrès et à la nation tout entière qui m'écoutait à la radio, que les États-Unis doivent soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement par des minorités armées, ou des pressions venues de l'extérieur. [...] Je crois que notre aide doit consister essentiellement en un soutien économique et financier qui est indispensable à la stabilité économique et à une vie politique cohérente. » [...] Dans l'univers entier des voix s'élevaient pour m'approuver, tandis que les communistes et leurs partisans m'attaquaient féroce-ment. Cette fois, une ligne de démarcation bien nette avait été tracée, car j'avais déclaré [...] que chaque nation se trouvait désormais en face d'un choix à faire entre deux modes de vie opposés.

L'un d'eux, avais-je dit, repose sur la volonté de la majorité et il est caractérisé par des institutions libres, un gouvernement représentatif, des élections libres, des garanties assurant la liberté individuelle, la liberté de parole et de religion, et l'absence de toute oppression politique.

Quant à l'autre, il repose sur la volonté d'une minorité imposée par la force à une majorité. Il s'appuie sur la terreur et l'oppression, une presse et une radio contrôlées, des élections truquées et la suppression des libertés personnelles.

Les semences des régimes totalitaires sont nourries par la misère et le dénuement. Elles croissent et se multiplient dans le sol aride de la pauvreté et du désordre. Elles atteignent leur développement maximum lorsque l'espoir d'un peuple en une vie meilleure est mort. Cet espoir, il faut que nous le maintenions en vie. Les peuples libres du monde attendent de nous que nous les aidions à sauvegarder leurs libertés. Si nous faiblissons dans notre tâche de soutien et de guide, nous pouvons mettre en danger la paix du monde et nous compromettrons à coup sûr le bonheur de notre nation.

H. S. Truman, Mémoires, Plon, 1956.

1 LES BÉNÉFICIAIRES DU PLAN MARSHALL

3 LA DOCTRINE Jdanov

Plus nous nous éloignons de la fin de la guerre et plus nettement apparaissent les deux principales directions de la politique internationale de l'après-guerre, correspondant à la disposition en deux camps principaux des forces politiques qui opèrent sur l'arène mondiale : le camp impérialiste et anti-démocratique, le camp anti-impérialiste et démocratique.

Les États-Unis sont la principale force dirigeante du camp impérialiste. L'Angleterre et la France sont unies aux États-Unis et marchent comme des satellites, en ce qui concerne les questions principales, dans l'orbite de la politique impérialiste des États-Unis. Le camp impérialiste est soutenu aussi par des États possesseurs de colonies, tels que la Belgique et la Hollande, et par des pays au régime réactionnaire anti-démocratique tels que la Turquie et la Grèce ainsi que par des pays dépendant politiquement et économiquement des États-Unis tels que le Proche-Orient, l'Amérique du Sud, la Chine.

Les forces anti-impérialistes et anti-fascistes forment l'autre camp. L'URSS et les pays de démocratie nouvelle en sont le fondement. Les pays qui ont rompu avec l'impérialisme et qui se sont engagés résolument dans la voie du progrès démocratique, tels que la Roumanie, la Hongrie, la Finlande, en font partie. Au camp anti-impérialiste adhèrent l'Indonésie, le Viêt Nam, l'Inde. Le camp anti-impérialiste s'appuie dans tous les pays sur le mouvement ouvrier et démocratique, sur les partis communistes frères, sur les combattants des mouvements de libération nationale dans les pays coloniaux et dépendants, sur toutes les forces progressistes et démocratiques qui existent dans chaque pays.

Une tâche particulière incombe aux partis communistes frères de France, d'Italie, d'Angleterre et des autres pays. Ils doivent prendre en main le drapeau de la défense de l'indépendance nationale et de la souveraineté de leur propre pays. Si les partis communistes frères restent fermes sur leurs positions, s'ils ne se laissent pas influencer par l'intimidation et le chantage [...], s'ils savent, dans la lutte contre l'asservissement économique et politique de leur pays, se mettre à la tête de toutes les forces disposées à défendre la cause de l'honneur et de l'indépendance nationale, aucun des plans d'asservissement de l'Europe ne pourra être réalisé.

A. Jdanov, rapport à la conférence des partis communistes européens, septembre 1947.

FAITES LE POINT SUR

Les débuts de la guerre froide

- 1 En quoi les idéologies défendues par Truman et Jdanov sont-elles incompatibles ? Pourquoi peut-on alors parler de « doctrines » ?
- 2 Précisez les armes utilisées par chacun des camps. Quelle est la portée du plan Marshall ?
- 3 Donnez une définition de la guerre froide.

I. Vers la Guerre froide

M O T C L É

• GUERRE FROIDE

Tension internationale prolongée entre l'Est et l'Ouest. Elle ne va pas jusqu'au conflit armé en raison de la dissuasion nucléaire.

V O C A B U L A I R E

- Occidentaux
- Rideau de fer
- CIA
- Kominform

Voir lexique p. 373 à 382



1 Deux visions du plan Marshall.

A. La montée de la méfiance entre les Alliés

doc. 2 et 3

■ Après la victoire, l'antagonisme entre les *Occidentaux** et l'URSS resurgit vite : les premiers n'acceptent pas la domination communiste dans les pays libérés du nazisme par l'Armée rouge en Europe centrale et dans les Balkans. **En mars 1946**, dans un discours resté célèbre – le **discours de Fulton** – Churchill dénonce le « *rideau de fer** » qui coupe désormais le continent en deux.

■ De leur côté, les Soviétiques se méfient des États-Unis, dotés de l'arme atomique. Ils reprochent aux Occidentaux de préparer le relèvement économique des zones qu'ils occupent en Allemagne et de vouloir intervenir dans la vie politique en Europe centrale et balkanique, par exemple, en y réclamant des élections libres, pourtant prévues par les accords de Yalta. Cette volonté est considérée comme un « complot américain » contre l'URSS.

■ Dans ces conditions, **les anciens alliés ne peuvent s'entendre sur le sort de l'Allemagne** et de l'Autriche. La dernière manifestation de la Grande Alliance est la Conférence de la paix qui aboutit, au début de 1947, aux traités signés avec les alliés européens de l'Allemagne. On revient presque, en Europe centrale, aux frontières de 1937. En revanche, en Europe orientale, l'URSS conserve toutes les conquêtes effectuées depuis le Pacte germano-soviétique d'août 1939, qui n'est pas remis en cause. Les frontières de la Pologne sont décalées vers l'ouest, dans l'attente d'un traité de paix avec l'Allemagne. L'URSS annexe ainsi 483 000 km². Ces changements s'accompagnent également de déplacements de populations : expulsion des Allemands qui n'avaient pas déjà fui devant l'Armée rouge, déplacement de Polonais à l'intérieur des nouvelles frontières du pays, installation de Russes à l'Ouest, dans les territoires annexés.

B. La rupture de 1947

doc. 1, 4 et 5

■ **Au début de 1947, les Occidentaux s'inquiètent** : en 1946, les communistes ont déclenché une guerre civile en Grèce ; dans beaucoup de pays d'Europe (Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Pologne mais aussi France, Belgique, Italie), ils participent activement à des gouvernements de coalition et réussissent parfois – en Europe orientale – à écarter les autres partis du pouvoir. Aux États-Unis, les Républicains accusent le président Truman de passivité face au communisme.

■ La réaction américaine revêt deux formes.

– Lutter contre le communisme : le président Truman propose en mars 1947 d'**aider militairement** les peuples libres d'Europe. C'est le *containment* (« endiguement »), complété par la création d'un service de renseignement, la *CIA**. La tension s'accroît : en France et en Italie, les ministres communistes qui étaient présents dans des gouvernements de coalition, sont chassés du pouvoir (en mai 1947, en France).

– Adopter une stratégie réaliste : le 5 juin 1947, le général Marshall, secrétaire d'État américain, propose à tous les pays européens une **aide économique**. Les réactions des pays d'Europe de l'Ouest sont positives. En revanche, l'URSS rejette le plan Marshall le 2 juillet 1947 et enjoint à ses partenaires d'Europe centrale de faire de même. Ceux qui étaient intéressés, comme la Tchécoslovaquie, doivent s'incliner.

■ En septembre 1947, les délégués de neuf partis communistes (URSS, pays d'Europe de l'Est, Italie, France) approuvent le rapport du Soviétique Jdanov, bras droit de Staline, qui divise le monde en deux camps irréductibles : un **camp baptisé « impérialiste »** dirigé par les États-Unis et un **camp « démocratique et anti-impérialiste »** dirigé par l'URSS. Le 5 octobre, un Bureau d'information des partis communistes, le *Kominform**, est créé. La coupure du monde en deux blocs est consommée, marquant ainsi le début de la *Guerre froide**.

années 20 prend la forme du **maccarthysme**. Des fonctionnaires, dénoncés comme communistes, sont démis de leurs fonctions. Les écrivains et cinéastes qui ont des opinions de gauche sont mis sur des listes noires, et ne trouvent plus de travail.

Maccarthysme: aux États-Unis, croisade anticommuniste lancée par le sénateur Joseph McCarthy en 1949.

En Suisse, des lois, votées dès 1950, permettent de condamner sévèrement des journalistes communistes qui critiquent le régime. André Bonnard, professeur à l'université de Lausanne, est pour sa part accusé d'espionnage. Il

milite en effet dans un mouvement pacifiste proche des communistes. Les faits qu'on lui reproche ont un caractère anodin. Il est néanmoins condamné à une peine légère, après un procès retentissant.

Sans jamais attaquer ouvertement le système démocratique, le maccarthysme menace cependant l'une de ses conditions essentielles, la liberté d'opinion. Le bloc occidental accepte par ailleurs des régimes dictatoriaux, en Grèce, en Espagne, au Portugal et, d'une manière générale, dans les pays indépendants des autres continents. Ils apparaissent comme un rempart contre le danger communiste, comme cela a été le cas pendant l'entre-deux-guerres.

"... il est clair que l'élément principal de toute politique des États-Unis face à l'URSS doit être un endiguement à long terme, patient, mais ferme et vigilant, des tendances expansionnistes de la Russie."
G. Kennan, historien américain

La doctrine Truman

La politique appliquée par l'URSS dans les pays de l'Europe de l'Est ne se conforme pas aux accords de Yalta. En mars 1947, le président Truman décide de riposter. Dorénavant, les États-Unis appuieront tout gouvernement combattant le communisme. Le premier pays à bénéficier de cette aide est la Grèce, où une guerre civile oppose communistes et anticommunistes. L'idée américaine est simple: il s'agit de s'opposer, partout et par tous les moyens, à l'avance communiste. C'est tout d'abord l'Ouest de l'Europe qui est concerné, mais cela finira par s'étendre au monde entier. Toutefois, la puissance de l'armée rouge interdit toute action agressive à l'Est.

Le changement d'attitude des Occidentaux se manifeste notamment en France et en Italie. En avril et en mai 1947, les ministres communistes sont exclus des gouvernements dans lesquels ils étaient entrés en 1944-1945.

Le Plan Marshall

La seconde riposte des États-Unis est économique. Ils craignent que l'Europe, ravagée, soit incapable de se redresser par elle-même et bascule du côté communiste. Le 5 juin 1947, le général Marshall, secrétaire d'État américain, propose d'apporter une aide financière aux pays européens qui le désirent. Ceux-ci pourront bénéficier de prêts sans intérêts pour accélérer leur reconstruction.

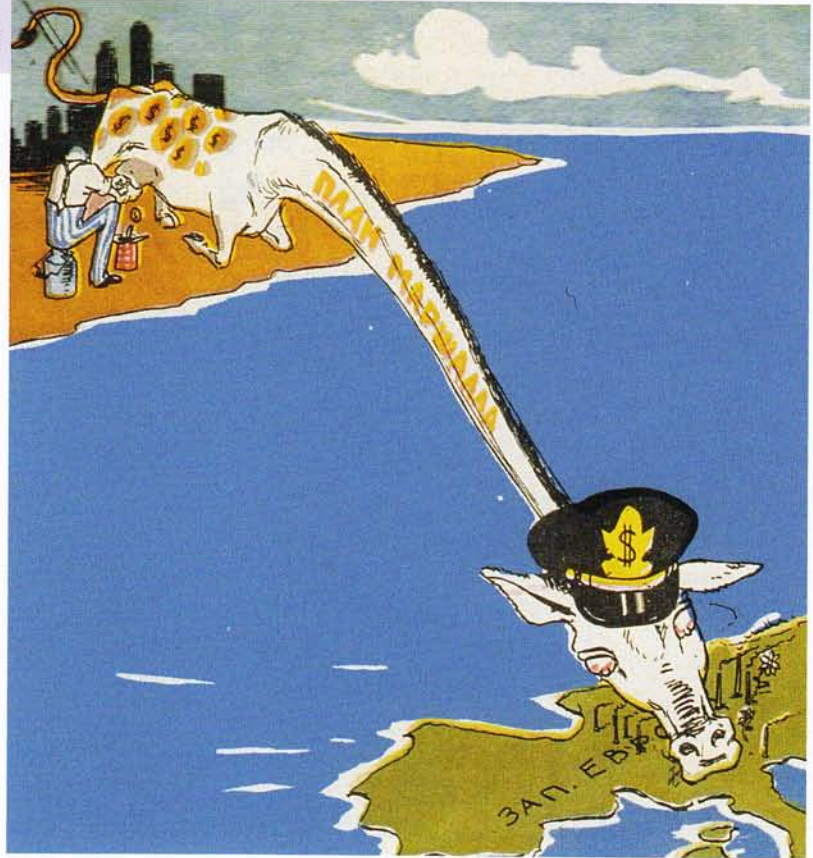
L'offre est généreuse, mais pose des problèmes. Elle est faite quelques mois seulement après la formulation de la doctrine Truman. Après avoir manié le bâton, les États-Unis semblent donc offrir une carotte. À l'Ouest, les gouvernements acceptent cette offre, espérant ainsi pouvoir redresser rapidement leur économie.

À l'Est, la proposition est accueillie froidement, puis avec une franche hostilité, et enfin rejetée. Les Soviétiques ne peuvent que se méfier d'une telle proposition. Le Plan Marshall mettrait en effet les pays qui l'accepteraient sous contrôle américain indirect. Leur économie serait dominée par le

Les hommes au pouvoir

	USA	URSS
1945	Roosevelt (33) Truman (45)	Staline (24)
1950		
1955	Eisenhower (53)	Khrouchtchev (53)
1960	Kennedy (61)	
1965	Johnson (63)	Brejnev (64)
1970	Nixon (69)	
1975	Ford (74)	
	Carter (77)	
1980	Reagan (81)	Andropov (82)
1985		Tchernenko (84) Gorbatchev (85)
1990	Bush (89)	

Le Plan Marshall selon le journal satirique soviétique "Krokodil", 30 octobre 1949



"Deux camps se sont formés dans le monde: d'une part le camp impérialiste et antidémocratique, qui a pour but essentiel l'établissement de la domination mondiale de l'impérialisme américain et l'écrasement de la démocratie, et d'autre part le camp anti-impérialiste et démocratique, dont le but essentiel consiste à saper l'impérialisme, à renforcer la démocratie, à liquider les restes du fascisme."

Andreï Jdanov, troisième secrétaire du parti communiste d'Union soviétique

dollar, et on pourrait couper les vivres à un gouvernement peu docile. La Tchécoslovaquie, qui a tout d'abord accepté, rejette la proposition sous la pression de l'URSS.

Le Plan Marshall met fin, une fois pour toutes, à l'isolationnisme américain.

Le Kominform

L'URSS ne tarde pas à répliquer à la pression politique des États-Unis. En octobre 1947 naît le Kominform, destiné à coordonner l'activité des partis communistes européens, sous la direction de l'URSS. Les partis communistes français et italien y adhèrent tout naturellement. Le Komintern, dissous en 1943, semble renaître de ses cendres.

Les crises

Les blocs nés en 1947 mettront plus de quarante ans à se défaire. Dans un premier temps, de 1948 à 1962, surviennent des crises qui font craindre une nouvelle guerre mondiale.

Le coup de Prague

En Tchécoslovaquie, les communistes vont prendre le pouvoir plus tard que dans les autres pays de l'Est. Le parti communiste essaie de s'imposer en exploitant la pénurie de denrées alimentaires et les hésitations des socialistes. En février 1948, les autres partis représentés au gouvernement ten-

tarde à libérer l'Iran, occupé conjointement avec les Anglais durant la guerre, et suscite une agitation séparatiste dans la province d'Azerbaïdjan.

Ainsi l'expansion soviétique semble à la fois réaliser la politique traditionnelle de l'empire des tzars et reprendre les projets de révolution communiste universelle du lendemain de la première guerre mondiale.

368 La réaction américaine

Cependant les puissances occidentales réagissent et, en premier lieu les Etats-Unis, qui avaient pourtant, immédiatement après la guerre, démobilisé la plus grande partie de leur armée et réduit massivement leurs dépenses militaires.

Le 12 mars 1947, le président Truman, devant le Congrès américain, promet l'aide de son gouvernement «aux peuples qui résistent aux tentatives de domination émanant de minorités armées ou de pressions extérieures». Cette politique, la «*doctrine Truman*», prend la forme d'une aide économique et d'un appui militaire.

L'aide économique se manifeste surtout par le «*Plan Marshall*». Au souci de défendre la civilisation occidentale s'ajoute la conscience des intérêts américains; les Etats-Unis, pays commerçant, ne sauraient être riches tout seuls. En 1947, le général Marshall, secrétaire d'Etat, ancien chef de l'état-major américain durant la guerre, annonce que les Etats-Unis accorderont l'aide économique la plus large aux Etats en mal de reprise, à la condition que les bénéficiaires, et notamment l'Europe

LE «PONT AÉRIEN» DE BERLIN



occidentale, établissent entre eux un programme de collaboration économique. Il ne formule aucune exclusive à l'égard des Etats communistes, qui, pourtant, déclineront l'aide américaine.

Par ailleurs, les Etats-Unis prêtent main-forte à la Grèce, agitée par une insurrection communiste, à la Turquie, menacée par les revendications russes et, vainement, à la Chine de Tchang Kaï-chek. En 1948, les Russes ayant bloqué Berlin et isolé les secteurs de la ville occupés par les puissances occidentales, les Américains relèvent le défi en ravitaillant entièrement par avions, pendant plusieurs mois, toute la population des secteurs occidentaux («pont aérien»).

En 1950, la *Corée du Nord*, d'obédience communiste, envahit la *Corée du Sud*, sous l'influence américaine. Agissant au nom du Conseil de sécurité de l'ONU — dont les Russes sont momentanément absents — les Etats-Unis apportent leur appui militaire à la Corée du Sud. Ils s'engagent ainsi dans une guerre de trois ans, la Chine communiste venant, de son côté, à l'aide des Coréens du Nord. La guerre de Corée détermine un effort considérable de réarmement, un raidissement de l'attitude américaine en face des puissances communistes.

Le «Plan Marshall» distribuera quelque 12 milliards de dollars, qui permettront l'équipement de pays européens, le démarrage de leur économie: la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne occidentale en seront les principaux bénéficiaires. A des titres divers, les Etats-Unis, de 1946 à 1952, ont dépensé plus de 40 milliards de dollars pour l'aide à des pays étrangers.

LE PLAN MARSHALL

Les besoins de l'Europe en produits alimentaires et autres produits essentiels — surtout américains — dépassent à tel point ses capacités de paiement, qu'elle a besoin d'une aide importante si on veut lui éviter de graves troubles économiques, sociaux et politiques.

Pour y remédier, il convient de restaurer la confiance des peuples d'Europe dans l'avenir économique de leur propre pays et de l'Europe en général. L'industriel et le paysan doivent pouvoir échanger leurs produits contre de l'argent dont la valeur propre ne soit pas remise en cause.

En plus des effets déprimants sur le monde en général et des risques de désordres résultant du désespoir des peuples européens, les conséquences sur l'économie américaine seront évidentes pour tous. Il est logique que les Etats-Unis fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour faciliter le retour du monde à une santé économique normale, hors de laquelle ne peuvent être assurées ni la stabilité politique ni la paix: Notre politique n'est dirigée contre aucun pays, ni contre aucune doctrine, mais contre la faim, la pauvreté, le désespoir et le chaos. Son objectif doit être le rétablissement d'une économie mondiale saine, permettant ainsi le retour à des conditions politiques et sociales assurant l'existence d'institutions libres...

Mais, avant que le gouvernement américain ne puisse développer ses efforts pour améliorer la situation et aider à la reprise économique en Europe, il doit, de toute évidence, s'établir un accord des Etats européens sur leurs besoins communs et sur la part que ces pays prendront de manière à mettre en valeur et à développer l'effort de notre gouvernement. Il ne serait ni admissible, ni efficace de notre part d'engager unilatéralement un programme destiné à rétablir, économiquement, l'Europe dans sa force. C'est l'affaire des Européens. C'est d'eux que doit venir l'initiative. Le rôle de notre pays doit consister à aider les Européens à mettre sur pied ce programme et ensuite à y apporter notre contribution,

dans la mesure de nos moyens. Le programme devrait être accepté par la majorité, sinon la totalité des nations européennes.

Il est capital, pour le succès de notre engagement, que les Américains comprennent le caractère du problème et les solutions que nous préconisons. Les passions politiques et les préjugés ne devraient jouer aucun rôle. La conscience, dans notre peuple, des responsabilités que l'histoire nous a confiées, nous permettra de surmonter les difficultés de l'entreprise.

Discours du général Marshall, secrétaire d'Etat des Etats-Unis à l'Université de Harvard (1949)

369 L'Allemagne divisée

[AHP, cartes 140-141]

Par la capitulation sans condition de 1945, l'Allemagne avait perdu toute sa souveraineté. Elle était administrée par les Alliés, qui l'avaient divisée en quatre zones d'occupation.

Tandis que les Russes, en guise de réparations, démontaient un grand nombre d'usines pour les reconstruire chez eux, les Occidentaux, et particulièrement les Américains, s'appliquaient à une politique de «dénazification».

Cependant, la conception qu'on se fait de la démocratie n'est pas la même à l'Est et à l'Ouest. La ligne de démarcation entre les zones d'occupation occidentales et soviétique devient bientôt une frontière hermétique. Bénéficiant de l'opposition des deux blocs, l'Allemagne, de part et d'autre de la ligne de démarcation, recouvre progressivement sa souveraineté, sans obtenir toutefois sa réunification. Les puissances ne parviennent pas, en effet, à s'entendre sur les termes du traité de paix.

En 1949, les Alliés occidentaux rendent à leurs trois zones d'occupation, devenues la «*République fédérale d'Allemagne*», l'autonomie d'un Etat indépendant. En 1955, ils mettent fin au régime d'occupation. L'Allemagne occidentale est dès lors pleinement souveraine; elle sera dotée d'une armée en 1956. Sa constitution (1949) en fait une démocratie de type occidental. Son économie, sous un régime très libéral, se relève rapidement.

Parallèlement, en 1949, l'URSS suscite, dans sa zone, la création d'une «*République démocratique allemande*», dont le régime autoritaire est semblable à celui des démocraties populaires et où le parti communiste, dénommé socialiste-unifié, gouverne par la contrainte. Une «police populaire», équipée de tanks, est convertie en armée dès 1956. La RDA s'intègre aux Etats communistes de l'Est européen.

Berlin reste partagé en secteurs occidentaux et soviétique, ayant des administrations séparées. L'Est et l'Ouest s'y affrontent. Prospère et libre, bénéficiant de l'aide américaine, Berlin-Ouest, au milieu de la «*République démocratique allemande*», semble une provocation au communisme. C'est par Berlin-Ouest que des milliers d'Allemands de l'Est viennent chercher refuge en

Considérés comme criminels de guerre, les dirigeants nazis furent condamnés à mort ou à la prison par un tribunal international siégeant à Nuremberg. On entreprit une politique de rééducation démocratique.

Après 1955, les troupes d'occupation anglo-franco-américaines restent en Allemagne comme forces de sécurité du Pacte atlantique, auquel la République fédérale a adhéré (voir § 370).